Nomination d'un receveur si un jugement n'est pas payé dans les trente jours.

III. Si quelque personne obtient un jugement final contre une compagnie de chemin de fer, et si ce jugement n'est pas payé pendant l'espace de trente jours après que tel jugement final aura été signé ou rendu, et avis d'icelui donné à la compagnie, il sera loisible à tel créancier par le jugement de demander de la même manière à la dite cour de chancellerie dans le Haut-Canada, ou à la dite cour supérieure dans le Bas-Canada, la nomination d'un receveur, et si la dite cour de chancellerie, ou la dite cour supérieure, sur motion faite à cet effet, juge à propos de le faire, la dite cour nommera et pourra nommer un receveur de tous les deniers qui seront alors ou qui en aucun temps par la suite pourront, durant la continuation de la nomination de tel receveur, être payables à la dite compagnie de chemin de fer.

Devoirs du receveur.

IV. Il sera du devoir du receveur nommé en vertu des dispositions du présent acte de tenir des comptes détaillés et clairs de tous les deniers qui pourront être reçus ou dépensés par lui en sa qualité de receveur ; et il sera du devoir des directeurs et de tous les autres officiers ou serviteurs d'une compagnie de chemin de fer à laquelle tel receveur aura été nommé, de verser entre les mains de ce receveur tous les deniers reçus par eux pour ou à compte de telle compagnie de chemin de fer à fur et à mesure qu'ils auront été reçus.

Paiement des gages et des dépenses courantes.

V. La dite cour qui nommera tel receveur, décernera tel ordre qui lui paraîtra juste pour le paiement des dépenses courantes nécessaires pour le fonctionnement de tel chemin de fer, et pour le paiement des salaires et gages, et il sera du devoir de tel receveur, sous la direction de la cour, de payer toutes ces dépenses courantes nécessaires, salaires et gages à même les deniers qu'il aura reçus.

Paiement des créanciers de la compagnie.

VI. La dite cour de chancellerie dans le Haut-Canada, ou la dite cour supérieure dans le Bas-Canada décernera et pourra décerner de temps à autre les ordres qui lui paraîtront respectivement justes, pour la distribution et le paiement de tous deniers qui se trouveront de temps à autre entre les mains de quelque receveur nommé en vertu des dispositions du présent acte, et toutes personnes ayant droit de réclamer en vertu du présent acte contre une compagnie de chemin de fer quand tel receveur aura été nommé, seront payées au *pro rata*, et sans préférence, excepté tel que ci-dessous mentionné, tenant compte toutefois à l'égard des porteurs de débetures, ou des porteurs de coupons pour l'intérêt, à la priorité du privilège en vertu duquel ces débetures et coupons peuvent avoir été émis, et toutes débetures avec l'intérêt seront payées d'après telle priorité ; mais dans le cas de créanciers par jugement il ne sera pas tenu compte de la priorité ; Pourvu toujours, que tous salaires et gages dus aux officiers ou serviteurs de telle compagnie aient été payés en plein avant que cette distribution n'ait lieu.

Priorité.

Les gages seront les premiers payés.

La compagnie ne dépensera pas de deniers sans l'autorité de la cour.

Proviso : prolongement du

VII. Tant qu'un ordre relatif à la nomination d'un receveur en vertu du présent acte sera valide, il ne sera pas loisible à une compagnie ni aux directeurs de telle compagnie dans les intérêts de laquelle tel receveur aura été nommé, de dépenser les deniers qui pourront être reçus ou prélevés par eux, pour entretenir, maintenir ou améliorer leur chemin de fer, sans la sanction ou l'ordre de la cour par laquelle tel receveur aura été nommé ; Pourvu toujours, que nul pareil ordre ne sera décerné pour la dépense de deniers sur un chemin de fer dans